

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA RÉGION BRUXELLES-CAPITALE

F. 94 — 270

[S-C — 31025]

17 DÉCEMBRE 1993

Règlement fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées (1)

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1er. § 1er. Le présent règlement règle une matière visée à l'article 108ter, § 3, alinéa 2, 2° de la Constitution.

§ 2. En ce qui concerne les maisons de repos établies dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui sont considérées comme appartenant exclusivement à la Communauté française, les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1984 et son annexe fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées, et de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 décembre 1990 relatif au niveau minimum de connaissances utiles à la gestion de maisons de repos, sont remplacées par les dispositions qui suivent.

Art. 2. Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

- 1° Le décret: le décret du Conseil de la Communauté française du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées;
- 2° Etablissement: tout établissement visé à l'article 1er du décret du Conseil de la Communauté française du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées;
- 3° Collège: le Collège de la Commission communautaire française;
- 4° Administration compétente: l'administration de la Commission communautaire française;
- 5° Conseil consultatif: le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé;
- 6° Gestionnaire: la ou les personnes physiques ou morales exploitant un établissement visé à l'article 1er du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées;
- 7° Directeur: la personne physique désignée par le gestionnaire et chargée de la gestion journalière d'un établissement visé à l'article 1er du décret du 10 mai 1984 et de représenter cet établissement devant l'administration compétente tel que prévu à l'article 2 du décret précité;
- 8° Résident: la personne âgée hébergée dans un établissement visé à l'article 1er du décret du Conseil de la Communauté française du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées;
- 9° Mandataire: toute personne physique chargée par procuration écrite par le résident lui-même, ou par décision judiciaire conformément au Titre Ier du Livre Ier du Code Civil, de le représenter devant l'établissement et l'administration compétente.

CHAPITRE II. — *Les normes concernant la liberté des résidents et le respect de leurs convictions**Section I. — Du règlement d'ordre intérieur*

Art. 3. Chaque établissement est tenu d'établir un règlement d'ordre intérieur.

Un exemplaire du projet de règlement d'ordre intérieur ou tout projet de modification ultérieure est transmis par pli recommandé à la poste à l'administration compétente. Celle-ci dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la date de réception des documents, pour approuver ou refuser le projet de règlement ou les modifications projetées. Le directeur notifie au résident, et le cas échéant, à son mandataire, les modifications approuvées. Celles-ci sont applicables le 30ème jour suivant la date de leur notification.

Art. 4. Sauf en cas d'admission urgente, le règlement d'ordre intérieur est signé avant l'admission pour réception et accord par le résident, ou le cas échéant, par son mandataire. Une copie en est remise au résident, et le cas échéant, à son mandataire.

Art. 5. § 1er. Le règlement d'ordre intérieur indique obligatoirement et de manière claire le statut juridique de l'établissement et son appartenance exclusive à la Communauté française, ainsi que les critères d'admission et d'interruption du séjour dans l'établissement. Le règlement d'ordre intérieur précise notamment le degré de validité, de dépendance et de santé des personnes admises dans l'établissement.

§ 2. Le règlement d'ordre intérieur définit :

- 1° les droits et les devoirs du résident; celui-ci s'engage à respecter le règlement de l'établissement et à tenir compte des impératifs de la vie communautaire;
- 2° les droits et les devoirs de l'établissement; celui-ci s'engage à permettre au résident de mener une vie conforme à la dignité humaine.

§ 3. Le règlement d'ordre intérieur mentionne expressément :

- 1° la plus grande liberté possible garantie au résident, pour autant qu'elle ne porte pas préjudice aux autres résidents. Le résident a notamment l'obligation d'adopter des mesures d'hygiène personnelle et de se conformer aux règles de sécurité;
- 2° l'entière liberté de circulation et de sortie garantie au résident, sauf en cas d'avis contraire écrit du médecin traitant à joindre au dossier confidentiel de l'intéressé. Le résident veille cependant à informer le personnel de ses absences, notamment aux heures des repas;
- 3° le droit pour le résident de recevoir les visiteurs de son choix. Les jours et heures de visite sont établis d'une manière aussi large que possible, à raison au moins de deux heures l'après-midi et une heure après 18 heures, tous les jours de la semaine, y compris les dimanches et jours fériés; les visiteurs sont tenus de respecter les règles de fonctionnement de l'établissement;
- 4° l'interdiction de toute mesure de contrainte à l'encontre du résident. Si une telle mesure s'avère indispensable en raison de l'état physique ou mental du résident, elle doit être justifiée par un certificat médical à joindre au dossier médical de l'intéressé; elle ne peut être prise que dans le respect le plus strict des droits de la personne;

(1) *Session 1993-1994.**Documents de l'Assemblée. — 57 (1993-1994) nos 1 à 3.**Comptes rendus intégral et analytique. — Séance du 17 décembre 1993.*

5° le respect de la vie privée garanti au résident, notamment par l'obligation faite aux visiteurs et aux membres du personnel de l'avertir avant de pénétrer dans sa chambre;

6° le libre choix du médecin, sous la responsabilité du résident ou de son mandataire, et son libre accès dans l'établissement aux jours et heures convenus avec le directeur, hormis les cas d'urgence;

7° le libre choix ou non du personnel infirmier et paramédical ainsi que, le cas échéant, son libre accès dans l'établissement aux jours et heures convenus avec le directeur. Lorsque l'établissement dispose d'un personnel infirmier ou paramédical appointé ou conventionné, le règlement d'ordre intérieur le mentionne;

8° le libre choix du pharmacien, sous la responsabilité du résident ou de son mandataire, et dans la mesure où le résident est incapable de recevoir en mains propres les médicaments qui lui ont été prescrits, l'obligation de délivrer ces médicaments dans le respect des dispositions de l'arrêté royal du 31 mai 1885 approuvant les nouvelles instructions pour les médecins, pour les pharmaciens et pour les droguistes;

9° le libre accès, pour assistance à une personne mourante, de la famille, des amis, et des ministres des cultes ou conseillers laïques demandés par le résident. Ceux-ci trouvent le climat et les facilités appropriés à l'accomplissement de leur mission;

10° l'entière liberté d'opinion philosophique, politique et religieuse garantie au résident. Aucune obligation à caractère commercial, culturel, religieux, politique ou linguistique ne peut lui être imposée.

§ 4. Le règlement d'ordre intérieur informe le résident :

1° du nom du directeur, à qui toutes les observations peuvent être faites, tant par le résident, et le cas échéant, son mandataire, que par sa famille. A cet effet, le directeur est disponible sur place 4 heures par semaine au moins, réparties sur 2 jours minimum, dont au moins une heure après 18 heures; les jours et heures de permanence sont clairement affichés;

2° des modalités d'introduction et d'examen des observations et des réclamations, et comporte l'indication des adresses et numéro de téléphone du service d'inspection de l'administration compétente et de l'inspection de l'hygiène de l'Etat;

3° de l'existence d'un comité de participation ou des conditions de sa création. Celui-ci est obligatoire pour les établissements hébergeant 30 résidents et plus ou à la demande écrite d'au moins 10 % des résidents ou de leurs mandataires; il peut aussi être créé à l'initiative du directeur.

Section II. — De la convention entre l'établissement et le résident

Art. 6. § 1er. Une convention doit être conclue entre l'établissement et le résident, ou le cas échéant, son mandataire. Sauf en cas d'admission urgente, elle est conclue avant l'admission du résident dans l'établissement. Une copie en est remise au résident, et le cas échéant, à son mandataire.

Lorsque le résident est incapable de conclure la convention lui-même, et à défaut pour lui d'être pourvu d'un autre représentant légal ou conventionnel, le directeur demande la désignation d'un mandataire spécialement chargé de le représenter.

§ 2. La convention-type ou toute modification de celle-ci est transmise, par pli recommandé à la poste, à l'administration compétente. Celle-ci peut à tout moment exiger la production de toutes les conventions conclues entre l'établissement et un résident ou son mandataire.

L'administration compétente dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la date de réception des documents, pour approuver ou refuser une convention-type ou toute modification de celle-ci. Le directeur notifie au résident, et le cas échéant, à son mandataire, les modifications approuvées. Celles-ci sont applicables le 30^e jour suivant la date de leur notification.

Art. 7. § 1er. A peine de nullité, la convention stipule impérativement, de manière claire et complète :

1° les conditions générales et particulières d'hébergement dans l'établissement;

2° le prix journalier ou mensuel d'hébergement, la liste des prestations couvertes et l'énumération détaillée de tous les suppléments.

Lorsque le résident prend possession de la chambre dans le courant d'un mois, il est redevable pour la première fois d'un montant proportionnel à la partie du mois restant à courir.

Lorsque le résident n'a pas la couverture suffisante auprès de l'assurance maladie-invalidité, la convention mentionne les conditions de prise en charge des soins et de l'assistance dans les actes de la vie journalière;

3° les modalités de paiement du prix d'hébergement et des suppléments éventuels. En cas de paiement par voie bancaire, le numéro de compte sur lequel les paiements doivent être effectués est mentionné;

4° le montant de la garantie éventuellement déposée et son affectation. Ce montant ne peut être supérieur au prix mensuel d'hébergement.

Lorsqu'elle est exigée, la garantie est placée par les parties sur un compte individualisé, ouvert au nom du résident auprès d'un établissement de crédit, en mentionnant son affectation : « garantie pour toute créance résultant de l'inexécution totale ou partielle des obligations du résident ».

Les intérêts produits par la somme ainsi placée sont capitalisée au profit du résident.

Il ne peut être disposé du compte de garantie, tant en principal qu'en intérêt, qu'au profit de l'une ou l'autre des parties, moyennant la production soit d'un accord exprès, établi postérieurement à la conclusion de la convention, soit d'une copie conforme de l'expédition d'une décision judiciaire. Cette décision est exécutoire par provision, nonobstant tout recours, et sans caution ni cantonnement.

Au terme de la convention, la garantie capitalisée est remise au résident ou à ses ayants droit, déduction faite de tous les frais et indemnités éventuellement dus en vertu de la convention;

5° l'interdiction absolue pour le résident de confier, soit à l'admission, soit ultérieurement, la gestion de son argent et de ses biens à l'établissement ou au personnel de celui-ci.

Le cas échéant, les dispositions du Titre XI du Livre Ier du Code Civil sont appliquées;

6° sans préjudice de l'interdiction visée au 5°, les conditions de mise en dépôt des biens et des valeurs confiés à l'établissement par le résident. Une somme modique destinée à faire face aux dépenses courantes peut être conservée par le directeur à la demande du résident;

7° les conditions de réduction du prix d'hébergement du résident en cas d'absence médicalement justifiée, ou d'absence pour tout autre motif d'une durée ininterrompue supérieure à 7 jours, signalée préalablement;

8° le numéro de la chambre attribuée au résident avec mention du nombre maximum de résidents qui y sont admissibles. Sauf avis contraire du médecin traitant, un changement de chambre ne peut être effectué sans le consentement du résident, et le cas échéant, de son mandataire;

9° les conditions de résiliation de la convention.

La convention est conclue en principe pour une durée indéterminée, moyennant une période d'essai d'un mois. Durant la période d'essai, les deux parties peuvent résilier la convention moyennant un préavis de 7 jours au moins. A l'issue de la période d'essai, la convention peut être résiliée à tout moment en observant le délai de préavis fixé.

Le délai de préavis ne peut être inférieur à 60 jours en cas de résiliation par l'établissement. Il est de 15 jours en cas de résiliation par le résident ou son mandataire, sans préjudice du droit pour le résident auquel l'établissement a donné congé, de résilier la convention moyennant un préavis réduit à 7 jours. Lorsque l'une des parties résilie la convention sans observer le délai de préavis, elle peut être tenue de payer à l'autre partie une indemnité compensatoire du préavis fixé.

Le congé est donné par lettre recommandée à la poste ou par la remise d'un écrit avec accusé de réception. Le délai de préavis prend cours le troisième jour ouvrable qui suit la date de sa notification.

La résiliation par l'établissement doit être motivée. A moins que l'établissement n'admette que des résidents valides, le fait que la personne nécessite des soins ne constitue pas un motif valable. Dans ce cas, seul un avis motivé du médecin traitant peut justifier la résiliation. Le décès ou le départ définitif pour raison médicale, sur base d'un certificat du médecin traitant signalant que des soins sont requis dans un autre établissement, entraîne d'office la résiliation de la convention dans un délai maximum de 15 jours. Passé ce délai, le directeur est autorisé à libérer la chambre aux frais du résident, ou le cas échéant, de ses ayants droit.

Par dérogation à ce qui précède, des conventions peuvent être établies pour une durée déterminée lorsqu'il s'agit d'un séjour de durée limitée. Aucune reconduction tacite de ces conventions n'est autorisée.

§ 2. La convention mentionne également :

1° la couverture de l'établissement par une assurance en responsabilité civile du chef de l'entreprise et par une assurance-incendie;

2° la compétence des tribunaux civils pour le règlement de tout litige relatif à l'exécution de la convention;

3° le cas échéant, l'existence d'un comité de participation et le droit pour le résident, ou son mandataire, d'en être membre.

§ 3. L'état des lieux détaillé de la chambre occupée par le résident est annexé à la convention. Il est daté et signé par les parties. A défaut d'état des lieux établi avant l'admission, le résident est présumé avoir reçu la chambre dans l'état où elle se trouve au moment de son départ et n'est pas responsable des dégâts éventuels.

§ 4. Toute convention conclue en violation de l'article 5 du présent règlement est nulle de plein droit.

Section III. — De la fiche individuelle

Art. 8. Une fiche individuelle est établie par l'établissement lors de l'admission de chaque résident. Elle est visée par le résident ou son mandataire et peut être consultée à tout moment.

Cette fiche comporte les indications suivantes :

1° l'identité complète du résident (nom, prénom, lieu et date de naissance, état civil, nationalité);

2° les nom, adresse et numéro de téléphone :

— du médecin traitant du résident;

— de l'institution hospitalière souhaitée;

— du personnel infirmier ou paramédical choisi;

— du pharmacien auquel il doit être fait appel;

3° les nom, adresse et numéro de téléphone des personnes de confiance et le cas échéant, du mandataire qu'il convient d'avertir en cas de nécessité;

4° l'assistance morale, religieuse ou philosophique souhaitée ou non;

5° les renseignements relatifs à la mutualité du résident et du titulaire (nom, adresse, régime et statuts, numéro d'affiliation);

6° le cas échéant, la nécessité de consulter le dossier médical de l'intéressé.

Une photo récente du résident y apposée.

Section IV. — Du dossier confidentiel

Art. 9. Un dossier confidentiel est établi pour chaque résident au moment de son admission. Sans préjudice du contrôle de l'administration compétente, ce dossier confidentiel, visé par le résident ou son mandataire, ne peut être communiqué à des tiers.

Art. 10. § 1er. Le dossier confidentiel comprend :

1° une copie de la fiche individuelle;

2° une copie de l'acte ou de la décision judiciaire désignant le mandataire chargé par le résident ou conformément au Titre XI du Livre Ier du Code Civil, de le représenter devant l'établissement et l'administration compétente;

3° un exemplaire de la convention signé par le directeur et le résident, ou le cas échéant, son mandataire;

4° un exemplaire du règlement d'ordre intérieur signé par le directeur et le résident, ou le cas échéant, son mandataire;

5° l'état des lieux de la chambre;

6° les nom, adresse et numéro de téléphone du redevable du prix d'hébergement (le résident ou son mandataire, le C.P.A. S.,...) et les renseignements relatifs au paiement;

7° s'ils ont été communiqués par le résident, ou le cas échéant, par son mandataire, les renseignements relatifs à la pension de retraite (nature, caisse, numéro de compte);

8° l'inventaire des meubles du résident, daté et signé par le directeur et le résident, ou son mandataire.

§ 2. Le dossier confidentiel de chaque résident est conservé par l'établissement pendant une période minimale de trois ans postérieure soit à son décès, soit à son départ.

Section V. — Du comité de participation

Art. 11. Lorsqu'un comité de participation est constitué au sein de l'établissement, chaque résident, ou le cas échéant, son mandataire, a le droit d'en faire partie.

Le comité de participation est composé majoritairement des résidents ou de leurs mandataires. La liste nominative des membres du comité de participation ainsi que les modifications qui y sont apportées sont communiquées aux résidents, et le cas échéant, à leurs mandataires.

Art. 12. § 1er. Le comité de participation adopte son propre règlement d'ordre intérieur. Une copie en est transmise pour information à l'administration compétente ainsi qu'aux résidents, et le cas échéant, à leurs mandataires.

§ 2. Le comité de participation se réunit au moins une fois par trimestre. Il dispose d'une compétence d'avis soit d'initiative, soit à la demande du gestionnaire ou du directeur de l'établissement sur toute question portant sur le fonctionnement général de l'établissement.

Le calendrier des réunions est affiché trois semaines à l'avance dans un endroit bien visible de tous.

CHAPITRE III. — *Les normes concernant la nourriture, l'hygiène et les soins de santé*

Section I. — De la nourriture

Art. 13. Les résidents reçoivent au moins un repas chaud par jour. Les régimes diététiques prescrits par le médecin traitant sont observés.

Le repas du midi et du soir doivent laisser le choix entre deux menus. Dans les établissements de moins de vingt résidents, seul le repas du soir doit répondre à cette exigence.

Art. 14. La confection et la distribution des repas sont faites selon les règles de propreté, d'hygiène et de diététique. L'établissement fait procéder régulièrement et au moins deux fois par an au contrôle du respect de ces prescriptions par un laboratoire agréé.

Art. 15. Le menu est communiqué aux résidents au moins un jour à l'avance et est affiché à un endroit bien apparent. En outre, il est tenu un cahier reprenant la liste des menus du mois écoulé. Ce cahier doit être accessible à tout moment aux délégués de l'administration compétente.

Art. 16. Le repas du matin ne peut être servi avant 7 heures, celui du midi ne peut être servi avant 11 h 30, celui du soir ne peut être servi avant 17 h 30.

Art. 17. L'aide nécessaire est fournie aux personnes incapables de manger ou de boire seules.

Section II. — De l'hygiène et des soins de santé

Art. 18. Les services généraux et, notamment, les cuisines et buanderies, sont organisées et implantées de façon à ne pas incommoder par leurs odeurs, leurs vapeurs et leurs bruits.

Art. 19. Les animaux ne peuvent avoir accès ni aux cuisines, ni aux locaux où sont conservés les aliments, ni à la salle à manger, ni aux locaux de soins et de préparation des médicaments.

Art. 20. Les déchets solides et notamment les déchets ménagers sont évacués dans des sacs poubelle hermétiques, dans le respect des dispositions prises pour la protection de l'environnement.

Dans les communes où une collecte sélective est organisée, les établissements se conforment aux directives édictées pour assurer cette sélection. Les déchets résultant d'activités de soins sont évacués de manière distincte dans le respect de la réglementation applicable.

Art. 21. L'utilisation des chaises percées est strictement limitée aux besoins de la personne âgée et interdite pendant la prise des repas. Elles ne peuvent être utilisées pour remplacer le siège usuel.

En tous les cas, un état de propreté et d'hygiène est continuellement assuré.

Art. 22. La literie est constamment tenue propre et en bon état. Elle doit être en tout cas renouvelée au moins tous les 8 jours et chaque fois que cela s'avère nécessaire.

Toutes les précautions d'hygiène sont prises à l'égard du linge souillé qui est obligatoirement tenu à l'écart des locaux accessibles aux résidents et des cuisines.

Art. 23. L'eau potable doit être disponible à volonté dans tout le bâtiment.

Art. 24. Les bains ou douches doivent pouvoir être utilisés quotidiennement par les résidents. L'aide nécessaire est fournie aux personnes qui sont incapables de procéder seules à leur toilette. La direction de l'établissement doit veiller à ce qu'aucune personne âgée n'indispose les autres résidents par manque de soins et de propreté. L'établissement prend notamment les dispositions nécessaires pour permettre à chaque résident de se baigner une fois par semaine.

Art. 25. Toutes les précautions sont prises pour assurer la prophylaxie des maladies contagieuses. L'inspecteur de l'hygiène est consulté dans tous les cas litigieux et toute affection transmissible lui est immédiatement signalée par le directeur.

Art. 26. § 1er. Un dossier des directives médicales est constitué pour chaque résident. Il comprend le relevé des directives ordonnées par le médecin traitant, mentionnant la date de leur exécution et les remarques formulées par le personnel chargé de leur mise en œuvre.

Il indique également la date de la visite du médecin, les soins à prodiguer, les médicaments à administrer et les éventuels régimes prescrits.

§ 2. Le secret professionnel doit être observé par l'ensemble du personnel de l'établissement au sujet des données médicales dont il aurait eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

§ 3. Le directeur de l'établissement est tenu de conserver le dossier des directives médicales de chaque résident pendant une période minimale de trois ans postérieure soit à son décès, soit à son départ. A défaut, le dossier doit être transmis au médecin traitant du résident.

Art. 27. Un praticien de l'art infirmier assure la préparation nominative des médicaments prescrits par le médecin traitant. Les médicaments sont conservés sous sa responsabilité dans un meuble adéquat, fermé à clef. Un double de cette clef est conservé par le directeur.

Art. 28. L'établissement est tenu de faire connaître aux médecins traitants l'adresse de l'inspecteur de l'hygiène de l'Etat et du service inspection de l'administration compétente, lorsqu'ils en font la demande.

CHAPITRE IV.

Les normes concernant le nombre, la compétence et la moralité des personnes occupées dans l'établissement

Section I. — Du nombre et de la qualification du personnel

Art. 29. De jour comme de nuit, l'établissement dispose d'un personnel suffisant en nombre et en qualification pour sécuriser les résidents, leur fournir les soins nécessaires, assurer l'entretien et la propreté des locaux.

Il faut au minimum un membre de personnel à temps plein pour cinq résidents.

Dans les établissements de moins de vingt résidents, la norme du personnel peut inclure le directeur au prorata du nombre d'heures par semaine de présence dans l'établissement.

Art. 30. § 1er. L'établissement doit disposer de personnel soignant au prorata de trois fonctions équivalent temps plein pour trente résidents dont un praticien de l'art infirmier au moins pour trente résidents nécessitant des soins.

§ 2. Par personnel soignant, on entend les personnes qui assistent effectivement les praticiens de l'art infirmier dans la dispensation des soins, aident les résidents dans les actes de la vie journalière, dans la préservation de l'autonomie et le maintien de la qualité d'habitat et de vie, notamment en assurant une animation.

§ 3. Le Collège détermine les qualifications requises du personnel soignant.

Art. 31. Les soins infirmiers peuvent être assurés par des prestataires extérieurs liés par convention à l'établissement. Dans ce cas, ils sont inclus dans les normes de personnel exigé au prorata des heures de prestations facturées à l'établissement.

Art. 32. Lorsque du personnel de soins indépendant est engagé par l'établissement, ce personnel indépendant ne peut être affecté, sauf s'il en est disposé autrement par convention, à des tâches autres que celles faisant l'objet d'un remboursement par l'assurance maladie-invalidité sur base de la nomenclature en vigueur et pour autant que ces prestations fassent l'objet d'une prescription médicale individuelle.

Toute rétrocession à l'établissement par le personnel indépendant d'une partie des honoraires qui lui sont dus par l'assurance maladie-invalidité, du chef des prestations fournies doit faire l'objet d'une convention écrite et être dûment justifiée.

Art. 33. Sans préjudice de ce qui est dit à l'article 30, § 2, l'établissement peut, pour assurer l'animation, soit disposer d'un personnel spécialisé, soit recourir par convention à des services extérieurs.

Art. 34. Toutes les normes minimales prévues par la présente section doivent être adaptées en fonction des soins que les résidents nécessitent.

Section II. — De l'organisation des gardes

Art. 35. De nuit, la garde comprend un membre du personnel au moins par tranche de 60 résidents. Dans tous les cas, elle est assurée au moins par un membre du personnel soignant ou un praticien de l'art infirmier à temps plein.

Lorsque l'établissement comporte plusieurs bâtiments, la garde doit être organisée dans chaque bâtiment.

Art. 36. Dans tous les établissements, un membre du personnel de garde effectue des rondes deux fois par nuit minimum.

Art. 37. § 1er. De nuit comme de jour, un membre du personnel doit être à même de répondre à tout moment à l'appel du résident. Les incidents sont consignés dans un registre, de même que la suite qui leur est donnée.

En cas de nécessité, la personne de garde avise immédiatement la personne la plus apte à intervenir (médecin, infirmière, direction, ...); celle-ci complète également le registre en laissant les instructions adéquates pour remédier à la situation.

§ 2. Le registre doit également recevoir des remarques journalières concernant les résidents (entrées de nouveaux résidents, hospitalisation, changement de médication, ...).

Il est signé chaque jour par le(s) responsable(s) du service de soins et contresigné chaque jour par le directeur ou la personne responsable désignée conformément à l'article 46 du présent règlement. En première page, on y trouve les numéros de téléphone nécessaires : direction, médecins des résidents, médecin de garde, infirmières, hôpitaux, ambulance, service incendie et de police.

Section III. — De la qualification du directeur

Art. 38. Le directeur de l'établissement doit être titulaire du certificat d'enseignement secondaire supérieur ainsi que d'une attestation de connaissances spécifiques relatives à la gestion d'un établissement pour personnes âgées.

La détention du certificat d'enseignement supérieur n'est pas requise si le directeur justifie d'une expérience de 10 années au moins dans la gestion et la direction d'un établissement pour personnes âgées.

Art. 39. Le directeur est tenu de suivre un programme de formation continuée de 2 jours par an minimum. Le programme de ces journées doit être communiqué au Collège pour approbation au plus tard un mois avant leur organisation. Une attestation justifie du suivi de cette formation continuée.

Art. 40. § 1er. Le minimum de connaissances utiles à la gestion d'un établissement pour personnes âgées est considéré comme acquis lorsque le directeur a suivi un cycle de cours de cinq cents heures, ou deux-cent cinquante heures pour les titulaires au moins d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type long ou de type court de plein exercice.

§ 2. Le Collège détermine le minimum de connaissances utiles. Le Collège peut dispenser le directeur d'une partie de la formation en fonction de sa qualification.

Art. 41. Le cycle de cours doit être reconnu par le Collège et la réussite de ce cycle doit être sanctionnée par une attestation, après évaluation du candidat sur le plan de son assiduité, de ses connaissances et de ses aptitudes.

Art. 42. § 1er. A titre transitoire, le directeur d'un établissement pour personnes âgées agréé ou bénéficiant d'un agrément provisoire à la date d'entrée en vigueur du présent règlement qui peut justifier d'une expérience de 5 années au moins, dans la gestion et la direction de maisons de repos, doit suivre, à titre de réactualisation de ses connaissances, un recyclage de 60 heures. Le recyclage doit être terminé dans les 2 ans de la fixation de son programme par le Collège. Le Collège peut dispenser le directeur de recyclage au prorata du nombre d'heures déjà suivies en région de langue française.

§ 2. Le recyclage n'a pas pour effet de dispenser le directeur de suivre le programme de formation continuée visé à l'article 39.

Section IV. — Du personnel en général

Art. 43. La direction et le personnel de l'établissement créent un climat favorable à la qualité de vie des résidents. Ils contribuent à la préservation de leur autonomie et à leur épanouissement. Ils visent à favoriser leur accès à une vie sociale plus dynamique, à mobiliser leur potentialité créatrice et à améliorer la communication entre les personnes dans l'établissement.

Art. 44. § 1er. Le directeur tient un tableau qui mentionne la qualification du personnel et la nature des prestations fournies. La liste du personnel et l'horaire de travail sont tenus à jour et affichés dans un local accessible en permanence à celui-ci.

§ 2. La fonction de directeur est exercée à temps plein. Le directeur doit être présent dans l'établissement 20 heures par semaine au moins.

Art. 45. Pour chaque membre du personnel, y compris le directeur, est établi un dossier comprenant les pièces suivantes:

- une copie du contrat de travail ou du contrat d'entreprise;
- une copie du diplôme ou des attestations de formation et d'expérience utile;
- le certificat de bonnes vie et mœurs;
- une attestation annuelle de bonne santé.

Ce dossier ainsi que la copie des relevés O. N. S. S. sont maintenus à la disposition de l'administration compétente qui peut en exiger la production à tout moment.

Art. 46. En cas d'absence du directeur, celui-ci désigne un membre du personnel apte à assumer la gestion journalière de l'établissement pendant la durée de son absence. Le nom de son remplaçant est affiché et les résidents ainsi que les membres du personnel en sont informés.

Art. 47. L'agrément peut être refusé ou retiré lorsque, soit le gestionnaire, soit le directeur de l'établissement, soit toute autre personne qui participe effectivement à la gestion de l'établissement a été condamné en Belgique ou à l'étranger par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une des infractions qualifiées au Livre II, Titre VII, Chapitres V, VI et VII, Titre VIII, Chapitres I, II, art. 422bis, IV et VI et Titre IX, Chapitres I et II, du Code pénal, sauf si la condamnation a été conditionnelle et si l'intéressé n'a pas perdu le bénéfice du sursis ou si, les faits punis n'ayant pas été commis à l'occasion d'une activité analogue, plus de cinq années se sont écoulées depuis le prononcé du jugement ou s'il échet depuis la fin de la peine privative de liberté prononcée contre l'intéressé.

Art. 48. Sans préjudice de l'application de l'article 11 du décret, si une mesure de refus ou de retrait d'agrément entraînant la fermeture a été prise à l'encontre d'un gestionnaire ou d'un directeur d'un établissement pour personnes âgées, celui-ci ne peut plus ouvrir, ni reprendre, en son nom ou pour le compte d'une tierce personne, un établissement pour personnes âgées sans avoir obtenu, au préalable, une autorisation écrite délivrée par le Collège, après avis de la section.

CHAPITRE V. — Les normes concernant le bâtiment

Section I. — De la sécurité

Art. 49. Les dispositions de l'arrêté royal du 12 mars 1974 fixant les normes de sécurité auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées sont applicables.

Art. 50. Une copie des rapports récents et sans remarques de tous les contrôles techniques est régulièrement transmise à l'administration compétente.

Art. 51. L'établissement est tenu de s'assurer contre l'incendie avec clause d'abandon de recours contre les résidents. Cette assurance ne couvre pas les biens somptuaires des résidents qui veilleront à les assurer individuellement.

Section II. — De l'entretien, du chauffage, de l'éclairage et des ascenseurs

Art. 52. Les bâtiments sont régulièrement entretenus et protégés contre l'humidité ou les infiltrations.

Art. 53. Quel que soit le système adopté pour le chauffage des locaux, celui-ci ne peut provoquer aucun dégagement de flammes, de gaz ou de poussière.

Art. 54. La température doit pouvoir atteindre, quelle que soient les conditions atmosphériques, 22° dans les chambres, locaux de séjour et sanitaires, et 18° dans les autres locaux accessibles aux résidents. La ventilation des locaux doit être assurée en permanence.

Art. 55. Un éclairage suffisant est requis dans tous les endroits accessibles aux résidents. Il est adapté aux nécessités en fonction des activités déployées dans les locaux.

Art. 56. La luminosité des locaux de séjour et des chambres est assurée sur au moins un sixième de la surface de ces locaux. Les fenêtres des locaux permettent une vision normale de l'environnement extérieur, sans risque d'accidents, tout en restant assis et en regardant devant soi.

Art. 57. Un ascenseur ou tout autre moyen mécanique d'élévation doit être prévu lorsque le bâtiment compte au moins deux niveaux au-dessus du niveau normal d'évacuation. La présente norme n'est pas applicable aux établissements mis en exploitation avant le 1er janvier 1990.

Dans les établissements agréés pour la première fois après l'entrée en vigueur du présent règlement, un ascenseur doit être prévu lorsque le bâtiment compte au moins un niveau au-dessus du niveau normal d'évacuation.

Dans ces établissements, les ascenseurs doivent répondre aux normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Section III. — Du système d'appel de l'aménagement des couloirs et des escaliers

Art. 58. Les locaux de séjour, les chambres ainsi que les W. C. et les salles de bains sont munis d'un système d'appel susceptible d'être actionné à tout moment.

Dans les chambres, ce système est accessible des lits et des fauteuils. Il doit pouvoir être actionné sans déranger les autres occupants de la chambre.

Le système d'appel est techniquement conçu de manière à pouvoir localiser en permanence les appels et à y répondre rapidement de jour comme de nuit.

Art. 59. Les couloirs et les escaliers sont suffisamment larges et pourvus de rampes ou de barres d'appui des deux côtés.

La première et la dernière marche, ainsi que les marches isolées sont pourvues sur leur bord, d'une bande de couleur tranchant nettement avec le revêtement.

Section IV. — Des installations sanitaires

Art. 60. Des installations sanitaires convenables et en nombre suffisant sont prévues distinctement pour les résidents ou les visiteurs et le personnel.

Art. 61. Les installations sanitaires comprennent au moins un W. C. pour huit résidents avant un minimum de un W. C. par étage et un W. C. accessible aux résidents se déplaçant en chaise roulante. Dans les établissements agréés pour la première fois après l'entrée en vigueur du présent règlement, toutes les chambres doivent être pourvues d'un W. C. et le bâtiment doit disposer au minimum d'un W. C. accessible aux résidents se déplaçant en chaise roulante par étage.

Tous les W.C. sont d'accès facile aux résidents. Ils disposent d'une bonne aération directe ou d'une bonne ventilation. Chaque W.C. est équipé d'une poubelle sanitaire adaptée. Les portes s'ouvrent vers l'extérieur.

Art. 62. Le bâtiment doit disposer au minimum d'une douche ou d'une baignoire pour dix personnes, adaptées à l'état des résidents, pourvues de dispositifs anti-dérapants et de barres d'appui. Le jet d'eau de la douche doit être orientable.

Art. 63. Des précautions sont prises pour que les arrivées et les évacuations d'eaux ne puissent provoquer des accidents. Les mélangeurs doivent être réglés de telle manière que les résidents ne puissent se brûler.

L'évacuation des eaux usées est assurée de façon permanente et hygiénique.

Art. 64. Dans les établissements qui hébergent des personnes se déplaçant en chaise roulante, des lavabos adaptés doivent être prévus.

Section V. — Des chambres et de leur équipement

Art. 65. Chaque chambre est numérotée. Le nom des occupants figurent à l'extérieur de la chambre, à moins que ceux-ci ou leurs mandataires ne s'y opposent.

Art. 66. Les chambres individuelles comportent au moins un lit, une penderie-lingerie, un lavabo à eau courante potable, chaude et froide, une table, un fauteuil, une chaise, une table de chevet avec tiroir, un miroir et une source d'éclairage accessible du lit.

Art. 67. § 1er. Les chambres communes ne peuvent comporter plus de quatre lits.

L'espace entre les lits, en longueur comme en largeur, est de 0,90 m. au minimum. Chaque lit doit en outre être distant de 0,80 m. minimum des fenêtres.

Le nombre de lits dans les chambres communes est réduit à trois dans les établissements qui demandent la prorogation de leur agrément à partir du 1er janvier 2000.

§ 2. Dans les établissements et les parties de bâtiments des établissements existants pour lesquels un permis d'urbanisme est introduit après l'entrée en vigueur du présent règlement, les chambres communes ne peuvent plus compter que deux lits. L'espace minimum entre les lits est porté à 1,30 m.

§ 3. Les chambres communes doivent disposer d'une ou plusieurs tables avec chaises permettant à tous les occupants de la chambre de prendre leur repas simultanément.

Des éléments de séparation entre les lits permettent d'assurer à chacun un minimum d'intimité. Dans les nouvelles constructions, l'installation est inamovible.

Le mobilier des chambres communes comprend au minimum pour chaque résident: un lit, une penderie-lingerie, un fauteuil, une table de chevet avec tiroir et une source d'éclairage individuel.

Les chambres sont pourvues d'au moins un lavabo à eau courante potable, chaude et froide, un miroir et un élément de séparation entre le lavabo et les lits.

Le système d'éclairage doit être accessible de chaque lit et susceptible d'être actionné sans déranger les autres occupants de la chambre.

Art. 68. Le mobilier des chambres est adapté à l'état du résident. Il est fonctionnel et en bon état. Les lits pliants sont exclus.

Art. 69. Dans les établissements comportant des chambres à plusieurs lits, une chambre individuelle doit être disponible à tout moment pour permettre l'isolement d'un résident; dans ce cas, les normes définies pour les chambres individuelles sont d'application.

Section VI. — Du bâtiment en général

Art. 70. L'établissement doit disposer d'une salle de séjour accessible à tous les résidents quel que soit le degré de dépendance, et d'un local réservé aux fumeurs. Lorsque ce local n'existe pas, un espace est aménagé dans la salle de séjour et équipé d'un système d'aspiration.

La superficie totale des lieux de vie commune compte au moins 2 m² par lit agréé.

Art. 71. La superficie minimale mise à disposition dans les chambres individuelles est de 12 m² par personne et de 9 m² par personne dans les chambres communes, locaux sanitaires éventuels non compris.

Art. 72. Dans les établissements existants et les établissements pour lesquels des projets de construction, d'aménagement ou d'extension, ont été approuvés ou sont en voie d'exécution, au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, la superficie nette nécessaire au logement des personnes âgées ne peut être inférieure à 11 m² par personne.

Elle est obtenue en faisant l'addition des surfaces nettes de toutes les chambres et des locaux de séjour et en divisant cette superficie totale par le nombre de résidents.

Art. 73. Les établissements agréés pour la première fois après l'entrée en vigueur du présent règlement doivent, sauf dérogation motivée accordée par le Collège, disposer au moins d'une terrasse ou d'un jardin commun d'au moins 10 m², ou à défaut, d'une véranda permettant la vue vers un espace arboré ou gazonné.

Art. 74. Les établissements et les parties de bâtiments des établissements existants pour lesquels un permis d'urbanisme est délivré après l'entrée en vigueur du présent règlement, doivent répondre aux normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Art. 75. Chaque établissement doit disposer d'un local décent et aisément accessible, pouvant servir de chambre mortuaire ou de morgue.

CHAPITRE VI. — Les normes concernant la comptabilité

Art. 76. La comptabilité est établie selon les règles déterminées par le Collège.

Art. 77. L'établissement tient pour chaque résident un compte individuel indiquant tout le détail des recettes et dépenses ainsi que des fournitures et services prestés en sa faveur. Ce compte individuel peut être consulté à tout moment par le résident ou son mandataire.

Art. 78. Une facture mensuelle détaillée établit la balance des sommes dues et des recettes. Elle est remise accompagnée de toutes les pièces justificatives au résident ou à son mandataire.

Art. 79. L'ensemble des comptes individuels fait l'objet d'un compte spécial dans la comptabilité globale de l'établissement ou d'une comptabilité propre.

Art. 80. Les délégués de l'administration compétente peuvent prendre connaissance sans déplacement de la comptabilité globale de l'établissement et des comptes individuels des résidents.

Dans l'hypothèse où la comptabilité est tenue par un comptable extérieur, le gestionnaire est tenu de leurs présenter la comptabilité et les comptes individuels dans les délais qu'il fixent.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 81. Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du moins qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 82. Le Collège est chargé de l'exécution du présent règlement.
Adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française.
Bruxelles, le 17 décembre 1993.

Le Président,
S. MOUREAUX

Les secrétaires,
M. DUPONCELLE
D. ESCOLAR

Le greffier,
J. GAILLARD

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 94 — 270

[C — 31025]

17 DECEMBER 1993

Verordening tot vaststelling van de normen waaraan de rustoorden voor bejaarden moeten beantwoorden (1)

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. § 1. Deze verordening regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 108ter, § 3, tweede lid, 2° van de Grondwet.

§ 2. Met betrekking tot de rustoorden gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en die worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap, worden de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1984 en zijn bijlage tot vaststelling van de normen waaraan rusthuizen voor bejaarden moeten beantwoorden, en van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 december 1990 betreffende het minimumpeil van nuttige kennis van het beheren van rusthuizen voor bejaarden, door de volgende bepalingen vervangen.

Art. 2. Voor de toepassing van deze verordening, dient te worden verstaan onder :

- 1° Het decreet : het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 mei 1984 in verband met de rustoorden voor bejaarden;
- 2° Inrichting : elke inrichting bedoeld in artikel 1 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984 in verband met de rustoorden voor bejaarden;
- 3° College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 4° Bevoegde administratie : de administratie van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 5° De Adviesraad : De Franstalige Brusselse Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg;
- 6° Beheerder : de rechts- of natuurlijke persoon of personen die een bij artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 in verband met de rustoorden voor bejaarden bedoelde inrichting exploiteert(eren);
- 7° Directeur : de natuurlijke persoon aangesteld door de beheerder en belast met het dagelijks beheer van een inrichting bedoeld bij artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 en met het vertegenwoordigen van deze inrichting tegenover de bevoegde administratie zoals bepaald in artikel 2 van bovenvermeld decreet;
- 8° Bewoner : de bejaarde, gehuisvest in een inrichting bedoeld bij artikel 1 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984 in verband met de rustoorden voor bejaarden;
- 9° Gemachtigde : elke natuurlijke persoon die met een schriftelijke volmacht door de bewoner zelf, of door een gerechtelijke beslissing overeenkomstig Boek I, Titel XI, van het Burgerlijk Wetboek, ermee belast wordt hem of haar tegenover de inrichting of de bevoegde administratie te vertegenwoordigen.

HOOFDSTUK II

Normen die betrekking hebben op de vrijheid van de bewoners en de eerbiediging van hun overtuigingen

Afdeling I. — Het huishoudelijk reglement

Art. 3. Elke inrichting moet een huishoudelijk reglement opstellen.

Een exemplaar van het ontwerp van huishoudelijk reglement of elk ontwerp tot latere wijziging ervan wordt bij een ter post aangetekende brief aan de bevoegde administratie overgemaakt. Deze beschikt over een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de ontvangstdatum van de bescheiden, om het ontwerpreglement of de geplande wijzigingen goed te keuren of af te wijzen. De directeur geeft de bewoner, en in voorkomend geval, zijn gemachtigde, kennis van de goedgekeurde wijzigingen. Die zijn toepasselijk op de 30e dag volgend op hun kennisgevingsdatum.

(1) *Zitting 1993-1994.*

Dokumenten van de Raad. — 57 (1993-1994) nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag en Beknopt Verslag. — Vergadering van 17 december 1993.

Art. 4. Behoudens bij spoedopname, tekent de bewoner, of eventueel zijn gemachtigde, het huishoudelijk reglement voor ontvangst en goedkeuring vóór zijn opname. Een afschrift ervan wordt overhandigd aan de bewoner, en eventueel aan zijn gemachtigde.

Art. 5. § 1. Het huishoudelijk reglement moet duidelijk het juridisch statuut van de inrichting vermelden en het feit dat zij uitsluitend behoort tot de Franse Gemeenschap, evenals de criteria voor opname en onderbreking van het verblijf in de inrichting. Het huishoudelijk reglement preciseert meer in het bijzonder de graad van validiteit, van afhankelijkheid en van gezondheid van de personen die in de inrichting kunnen worden opgenomen.

§ 2. Het huishoudelijk reglement bepaalt :

1° de rechten en plichten van de bewoner; deze verbindt zich ertoe het reglement van de inrichting na te leven en rekening te houden met de voorschriften van het gemeenschapsleven;

2° de rechten en plichten van de inrichting; die verbindt zich ertoe de bewoner in staat te stellen een leven te leiden conform de menselijke waardigheid.

§ 3. Het huishoudelijk reglement vermeldt expliciet :

1° de grootst mogelijke vrijheid voor de bewoner, voor zover zij de andere bewoners niet benadeelt. De bewoner is, meer in het bijzonder, verplicht persoonlijke gezondheidsmaatregelen in acht te nemen en zich te schikken naar de veiligheidsvoorschriften;

2° de volledige bewegingsvrijheid en de vrijheid om buiten te gaan behalve indien dit op schriftelijk advies van de behandelende geneesheer verboden is, dit advies dient te worden toegevoegd aan het vertrouwelijk dossier van de belanghebbende. De bewoner zorgt er evenwel voor het personeel over zijn afwezigheden, in het bijzonder, tijdens de maaltijden, in te lichten.

3° dat de bewoner het recht heeft de bezoekers naar zijn keuze te ontvangen. De bezoeken worden zo ruim mogelijk vastgesteld, gedurende ten minste twee uur in de namiddag en één uur na 18 uur, elke weekdag, zon- en feestdagen inbegrepen; de bezoekers dienen de werkingsregels van de inrichting in acht te nemen;

4° het verbod op elke dwangmaatregel die in strijd is met de bewoner. Indien een dergelijke maatregel noodzakelijk blijkt wegens de fysieke of mentale toestand van de bewoner, moet hij gestaafd worden met een doktersattest dat wordt toegevoegd aan het geneeskundig dossier van de belanghebbende; hij mag enkel worden genomen met de grootst mogelijke eerbiediging van de rechten van de persoon;

5° de eerbied voor de privacy van de bewoner, meer bepaald, de plicht van de bezoekers en de personeelsleden zich aan te melden voordat zij zijn kamer betreden;

6° de vrije keuze van de geneesheer, op verantwoordelijkheid van de bewoner of zijn gemachtigde, en de vrije toegang tot de inrichting op de dagen en uren overeengekomen met de directeur, behoudens bij spoedgevallen;

7° de al of niet vrije keuze van het verplegend en paramedisch personeel, evenals, in voorkomend geval, de vrije toegang tot de inrichting op de dagen en uren overeengekomen met de directeur. Indien de inrichting over bezoldigd of onder verdrag staand verplegend of paramedisch personeel beschikt, wordt dit vermeld in het huishoudelijk reglement;

8° de vrije keuze van de apotheker, op verantwoordelijkheid van de bewoner of zijn gemachtigde, en in zover de bewoner de hem voorgeschreven geneesmiddelen niet eigenhandig kan ontvangen, de plicht om deze geneesmiddelen af te leveren met inachtneming van de bepalingen van het koninklijk besluit van 31 mei 1885 houdende goedkeuring der nieuwe onderrichtingen voor de geneesheren, de apothekers en de drogisten;

9° de vrije toegang, voor bijstand aan een stervende, voor de familieleden, vrienden, bedienaren van een eredienst of lekenbegeleiders, op verzoek van de bewoner. Men wordt de geschikte omstandigheden en de mogelijkheden geboden om hun opdracht te vervullen;

10° dat de bewoner de volledige filosofische, politieke en godsdienstige vrijheid gewaarborgd wordt. Geen enkele verplichte keuze van commerciële, culturele, godsdienstige, politieke of taalkundige aard mag hem worden opgelegd.

§ 4. Het huishoudelijk reglement licht de bewoner in :

1° over de naam van de directeur, tot wie alle opmerkingen kunnen worden gericht, zowel door de bewoner of eventueel de gemachtigde, als door zijn familie. De directeur is hiervoor ten minste 4 uur per week ter plaatse beschikbaar, verdeeld over minimum 2 dagen, waarvan ten minste 1 uur na 18 uur; de permanentiedagen en -uren worden duidelijk aangeplakt;

2° over de voorschriften tot het binnenbrengen en het onderzoek van de opmerkingen en de klachten, en vermeldt de adressen en telefoonnummers van de inspectiedienst van de bevoegde administratie en de rijksgezondheidsinspectie;

3° over het bestaan van een inspraakcomité of over de voorwaarden voor de oprichting ervan. Dit comité is verplicht in elke inrichting die 30 bewoners of meer huisvest of op schriftelijk verzoek van ten minste 10 % van de bewoners of hun gemachtigden; het kan eveneens opgericht worden op initiatief van de directeur.

Afdeling II. — De overeenkomst tussen de inrichting en de bewoner

Art. 6. § 1. Een overeenkomst moet worden gesloten tussen de inrichting en de bewoner, of in voorkomend geval, zijn gemachtigde. Behoudens bij spoedopname, wordt de overeenkomst gesloten vóór de opname van de bewoner in de inrichting. Een afschrift ervan wordt aan de bewoner, en in voorkomend geval, aan de gemachtigde, overhandigd.

Indien de bewoner niet in staat is de overeenkomst zelf te sluiten, en indien voor hem geen andere wettelijke of conventionele vertegenwoordiger aanwezig is, verzoekt de directeur om de aanwijzing van een gemachtigde in het bijzonder belast met zijn vertegenwoordiging.

§ 2. De modelovereenkomst of elke wijziging ervan wordt, bij een ter post aangetekende brief, aan de bevoegde administratie gestuurd. Deze kan op elk ogenblik inzage in al de overeenkomsten gesloten tussen de inrichting en een bewoner of zijn gemachtigde, eisen.

De bevoegde administratie beschikt over een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de ontvangstdatum van de bescheiden, om een modelovereenkomst of elke wijziging ervan goed te keuren of af te wijzen. De directeur geeft de bewoner en eventueel de gemachtigde, kennis van de goedgekeurde wijzigingen. Deze zijn toepasselijk de 30e dag volgend op de datum van hun kennisgeving.

Art. 7. § 1. Op straffe van nietigheid, worden in de overeenkomst duidelijk en volledig gestipuleerd :

1° de algemene en bijzondere voorwaarden voor huisvesting in de inrichting;

2° de dagprijs of maandprijs voor de huisvesting, de lijst van de gedekte verstrekkingen en een omstandige opsomming van al de supplementen.

Indien de bewoner de kamer betreft in de loop van een maand, is hij voor de eerste betaling een bedrag verschuldigd in verhouding tot het overblijvende deel van de maand.

Indien de bewoner onvoldoende gedekt is door de ziekte- en invaliditeitsverzekering, vermeldt de overeenkomst de voorwaarden voor de verzorging en de hulpverlening voor activiteiten in het dagelijks leven;

3° de betalingsvoorschriften van de huisvestingsprijs en van eventuele supplementen. Bij betaling via de bank vermeldt de overeenkomst het rekeningnummer waarop de bedragen moeten worden overgemaakt;

4° het bedrag van de eventueel betaalde waarborg en zijn besteding. Dit bedrag mag niet hoger liggen dan de maandprijs voor de huisvesting.

Wanneer een waarborg wordt geëist, wordt hij door de partijen op een individuele rekening gestort, geopend op naam van de bewoner bij een kredietinstelling, met de vermelding van de besteding : « waarborg voor iedere schuldvordering voortvloeiend uit de volledige of gedeeltelijke niet-uitvoering van de verplichtingen van de bewoner ».

De intresten van de aldus belegde som worden gekapitaliseerd ten voordele van de bewoner.

De waarborgrekening mag slechts gebruikt worden, zowel wat het kapitaal als de intresten betreft, ten voordele van de ene of de andere partij, mits hetzij een schriftelijk akkoord opgemaakt op een latere datum dan die van het afsluiten van de overeenkomst, hetzij een eensluidend verklaard afschrift van een gerechtelijke beslissing wordt overgelegd. Die beslissing is voorlopig uitvoerbaar, ondanks ieder beroep en zonder borg noch kantonnement.

Op het einde van de overeenkomst wordt de gekapitaliseerde waarborg aan de bewoner of aan zijn gemachtigde uitgekeerd, na aftrek van alle eventueel krachtens de overeenkomst verschuldigde kosten en vergoedingen;

5° het absoluut verbod voor de bewoner om, hetzij bij de opname, hetzij later, het beheer van zijn geld en zijn goederen aan de inrichting of aan het personeel van de inrichting toe te vertrouwen.

In voorkomend geval, zijn de bepalingen van Boek I, Titel XI van het Burgerlijk Wetboek van toepassing;

6° onverminderd het verbod bepaald in 5°, de voorwaarden voor de inbewaaring van de goederen en waarden door de bewoner aan de inrichting toevertrouwd. Een bescheiden bedrag bestemd om het hoofd te bieden aan dagelijkse uitgaven kan op verzoek van de bewoner door de directeur bewaard worden;

7° de voorwaarden tot vermindering van de huisvestingsprijs voor de bewoner in geval van medisch verantwoorde afwezigheid, of een ononderbroken afwezigheid om welke reden ook van meer dan 7 dagen, die vooraf werd gemeld.

8° het nummer van de kamer die de bewoner is toegewezen met vermelding van het maximum aantal in deze kamer opgenomen bewoners. Behalve op advies van de behandelende geneesheer, mag de bewoner geen andere kamer worden toegewezen zonder instemming van de bewoner, en eventueel, zijn gemachtigde;

9° de voorwaarden tot opzegging van de overeenkomst

De overeenkomst wordt in principe gesloten voor een onbepaalde duur, met een proefperiode van een maand. Gedurende de proefperiode mogen de twee partijen de overeenkomst opzeggen met inachtneming van een opzeggingstermijn van ten minste 7 dagen. Na afloop van de proefperiode kan de overeenkomst op elk ogenblik beëindigd worden met inachtneming van de vastgestelde opzeggingstermijn.

De opzeggingstermijn mag nooit minder dan 60 dagen bedragen bij opzegging door de inrichting. Hij bedraagt 15 dagen bij opzegging door de bewoner of zijn gemachtigde, onverminderd het recht van de bewoner aan wie de inrichting opzegging heeft gegeven om de overeenkomst te beëindigen met een opzeggingstermijn die beperkt is tot 7 dagen. Indien één van de partijen de overeenkomst beëindigt zonder inachtneming van een opzeggingstermijn, kan zij verplicht worden de andere partij een vergoeding ter compensatie van de vastgestelde opzeggingstermijn te betalen.

De opzegging wordt gegeven bij een ter post aangetekende brief of door overhandiging van een brief met ontvangstbewijs. De opzeggingstermijn neemt aanvang de derde werkdag na de datum van kennisgeving.

De opzegging door de inrichting moet met redenen omkleed zijn. Behalve wanneer de inrichting enkel valide bewoners opneemt, is het feit dat de persoon verzorging nodig heeft geen geldige reden. In dat geval, kan enkel een met redenen omkleed advies van de behandelende geneesheer de opzegging verantwoorden. Het overlijden of het definitief vertrek om geneeskundige redenen, op basis van een doktersattest van de behandelende geneesheer dat erop wijst dat verzorging in een andere inrichting nodig is, heeft ambtshalve de beëindiging van de overeenkomst tot gevolg binnen een maximum-termijn van 15 dagen. Eens als deze termijn voorbij is, is het de directeur toegestaan de kamer te laten ontruimen op kosten van de bewoner of, eventueel, van zijn rechthebbenden.

In afwijking van voorafgaande bepalingen, kunnen overeenkomsten worden gesloten voor een beperkte duur wanneer het een kortstondig verblijf betreft. De stilzwijgende verlenging van deze overeenkomsten is in geen geval toegestaan.

§ 2. De overeenkomst vermeldt eveneens :

1° dat de inrichting gedekt is door een verzekering van burgerlijke aansprakelijkheid op gezag van de onderneming en door een brandverzekering;

2° de bevoegdheid van de burgerlijke rechtbanken voor elk geschil in verband met de uitvoering van de overeenkomst;

3° in voorkomend geval, het bestaan van een inspraakcomité en het recht van de bewoner of zijn gemachtigde er lid van te zijn.

§ 3. Een gedetailleerde staat van de door de bewoner betrokken kamer wordt als bijlage bij de overeenkomst gevoegd. Hij wordt ondertekend en gedateerd door de partijen. Indien geen staat werd opgemaakt vóór de opname, wordt de bewoner verondersteld de kamer betrokken te hebben in de staat waarin zij zich bevindt op het ogenblik van zijn vertrek en is hij niet aansprakelijk voor eventuele beschadigingen.

§ 4. Elke overeenkomst gesloten in overtreding van artikel 5 van deze verordening is nietig van rechtswege.

Afdeling III. — De individuele kaart

Art. 8. Bij de opname van een bewoner wordt door de inrichting een individuele kaart opgemaakt. Zij wordt door de bewoner of zijn gemachtigde voor gezien getekend en kan op elk ogenblik ingekeken worden.

Deze kaart vermeldt de volgende gegevens :

1° de volledige identiteit van de bewoner (naam, voornaam, geboorteplaats en -datum, burgerlijke staat, nationaliteit);

- 2° de naam, het adres en telefoonnummer :
- van de behandelende geneesheer van de bewoner;
 - van het gewenste ziekenhuis;
 - van het gekozen verplegend of paramedisch personeel;
 - van de apotheker op wie men een beroep moet doen;
- 3° de naam, het adres en telefoonnummer van de vertrouwenspersonen en, in voorkomend geval, van de gemachtigde die in geval van nood moeten worden verwittigd;
- 4° de al of niet gewenste morele, godsdienstige of filosofische bijstand;
- 5° de inlichtingen betreffende het ziekenfonds van de bewoner en van de gerechtigde (naam, adres, stelsel en statuten, lidmaatschapsnummer);
- 6° in voorkomend geval, de noodzakelijke raadpleging van het geneeskundig dossier van de belanghebbende. Op de individuele kaart wordt een recente foto van de bewoner aangebracht.

Afdeling IV. — Het vertrouwelijk dossier

Art. 9. Bij de opname wordt voor elke bewoner een vertrouwelijk dossier opgemaakt. Onverminderd het toezicht van de bevoegde administratie, mag dit vertrouwelijk dossier, geïsoleerd door de bewoner of zijn gemachtigde, niet aan derden worden medegedeeld.

Art. 10. § 1. Het vertrouwelijk dossier bevat :

- 1° een afschrift van de individuele kaart;
- 2° een afschrift van de gerechtelijke akte of beslissing tot aanwijzing van de gemachtigde, door de bewoner of overeenkomstig Boek I, Titel XI van het Burgerlijk Wetboek, belast hem te vertegenwoordigen ten opzichte van de inrichting en de bevoegde administratie;
- 3° een exemplaar van de overeenkomst ondertekend door de directeur en de bewoner, of in voorkomend geval zijn gemachtigde;
- 4° een exemplaar van het huishoudelijk reglement ondertekend door de directeur en de bewoner, of in voorkomend geval zijn gemachtigde;
- 5° de staat van de kamer;
- 6° de naam, het adres en telefoonnummer van de betalingsplichtige van de huisvestingsprijs (de bewoner of zijn gemachtigde, het O.C.M.W.,...) en de informatie in verband met de betaling;
- 7° indien zij door de bewoner werden medegedeeld, of eventueel door zijn gemachtigde, de inlichtingen in verband met het pensioen (aard, kas, rekeningnummer);
- 8° de inventaris van de inboedel van de bewoner, gedateerd en ondertekend door de directeur en de bewoner, of zijn gemachtigde.

§ 2. Het vertrouwelijk dossier van elke bewoner wordt door de inrichting bewaard gedurende minimum drie jaar, hetzij na zijn overlijden, hetzij na zijn vertrek.

Afdeling V. — Het inspraakcomité

Art. 11. Indien in een inrichting een inspraakcomité wordt opgericht, heeft elke bewoner, of in voorkomend geval zijn gemachtigde het recht er lid van te worden.

Het inspraakcomité telt voor het merendeel bewoners of hun gemachtigden als leden. De lijst met de namen van de leden van het inspraakcomité evenals de wijzigingen ervan, wordt aan de bewoners medegedeeld, en in voorkomend geval aan hun gemachtigden.

Art. 12. § 1. Het inspraakcomité maakt een eigen huishoudelijk reglement op. Een afschrift hiervan wordt ter informatie aan de bevoegde administratie overgemaakt evenals aan de bewoners, en in voorkomend geval aan hun gemachtigden.

§ 2. Het inspraakcomité vergadert ten minste één maal per kwartaal. Het heeft adviesbevoegdheid hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de beheerder of de directeur van de inrichting, over elke kwestie met betrekking tot de algemene werking van de inrichting.

De kalender van de vergaderingen wordt drie weken op voorhand op een goed zichtbare plaats aangeplakt.

HOOFDSTUK III. — *De voeding, hygiëne en geneeskundige verzorging*

Afdeling I. — De voeding

Art. 13. De bewoners krijgen ten minste één warme maaltijd per dag. De door de geneesheer voorgeschreven diëten worden in acht genomen.

Voor het middag- en het avondmaal moet er keuze zijn tussen twee menu's. In de inrichtingen met minder dan twintig bewoners, moet enkel het avondmaal aan deze eis voldoen.

Art. 14. De maaltijden moeten bereid en opgediend worden met inachtneming van de voorschriften op het vlak van zindelijkheid, hygiëne en diëtetiek. De inrichting laat geregeld, en ten minste twee maal per jaar de naleving van deze voorschriften door een erkend laboratorium controleren.

Art. 15. Het menu wordt ten minste één dag op voorhand aan de bewoners medegedeeld en wordt aangeplakt op een goed zichtbare plaats. Bovendien wordt in een schrift een lijst bijgehouden van de menu's van de verlopen maand. Dit schrift moet op elk ogenblik door de afgevaardigden van de bevoegde administratie kunnen worden ingekeken.

Art. 16. Het ontbijt mag niet vóór 7 uur opgediend worden, het middagmaal niet vóór 11u.30, en het avondmaal niet vóór 17 u. 30.

Art. 17. Personen die niet alleen kunnen eten of drinken worden bijgestaan.

Afdeling II. — Hygiëne en geneeskundige verzorging

Art. 18. De algemene diensten, meer in het bijzonder, de keukens en waslokalen moeten dermate ingericht zijn dat de ontwikkeling van geuren en dampen en het lawaai niet hinderlijk is.

Art. 19. Dieren moeten in ieder geval geweerd worden uit de keukens, uit de lokalen waar voedingswaren bewaard worden, uit de eetkamers, en uit de lokalen voor verzorging of waar geneesmiddelen worden klaargezet.

Art. 20. Vaste afvalstoffen en in het bijzonder de huishoudelijke afvalstoffen moeten in hermetisch sluitende vuilniszakken afgevoerd worden, met inachtneming van de voorschriften voor de milieubescherming.

In de gemeenten waar een selectieve ophaling georganiseerd wordt, schikken de inrichtingen zich naar de richtlijnen voor deze ophaling. De afvalstoffen als gevolg van verzorgingsactiviteiten worden afzonderlijk, met inachtneming van de geldende reglementering, afgevoerd.

Art. 21. Het gebruik van een gemakstoel wordt strikt beperkt tot de noden van de bejaarde en is verboden gedurende de maaltijden. Hij mag niet gebruikt worden om de gewone stoel te vervangen.

In ieder geval wordt voortdurend gezorgd voor zindelijkheid en hygiëne.

Art. 22. Het beddegoed moet steeds in goede staat en zindelijk gehouden worden. Het moet in ieder geval ten minste om de 8 dagen en telkens als het nodig blijkt, ververst worden.

Alle passende hygiënische voorzorgsmaatregelen moeten getroffen worden ten opzichte van bevuild linnen, dat steeds uit de voor de bewoners toegankelijke lokalen en de keukens moet worden verwijderd.

Art. 23. In heel het gebouw moet in voldoende mate drinkbaar water beschikbaar zijn.

Art. 24. De bewoners moeten de baden of stortbaden dagelijks kunnen gebruiken. Personen die zich niet alleen kunnen wassen worden bijgestaan. De directie van de inrichting moet ervoor waken dat de bewoners geen hinder ondervinden van het gebrek aan zindelijkheid van één van hen. De inrichting treft de nodige maatregelen om elke bewoner in staat te stellen te minste één maal per week een bad te nemen.

Art. 25. Alle profylactische maatregelen moeten getroffen worden tegen besmettelijke ziekten. De gezondheidsinspecteur moet voor elk betwist geval geraadpleegd worden en elk geval van overdraagbare aandoening wordt hem onmiddellijk door de directeur gemeld.

Art. 26. § 1. Voor elke bewoner wordt een dossier bijgehouden met de geneeskundige richtlijnen. Het bevat een overzicht van de door de behandelend geneesheer voorgeschreven richtlijnen, met vermelding van de datum van hun uitvoering en de opmerkingen van het personeel dat verantwoordelijk is voor hun uitvoering.

Het vermeldt eveneens de data van het doktersbezoek, de te verstrekken zorg, de toe te dienen geneesmiddelen en het eventueel voorgeschreven dieet.

§ 2. Het beroepsgeheim moet worden geëerbiedigd door al de personeelsleden van de inrichting voor wat de geneeskundige gegevens betreft die zij vernemen bij de uitoefening van hun beroep.

§ 3. De directeur van de inrichting dient het dossier met de geneeskundige richtlijnen van elke bewoner te bewaren gedurende minimum drie jaar, hetzij na zijn overlijden, hetzij na zijn vertrek. Indien nodig moet het dossier worden bezorgd aan de behandelende geneesheer van de bewoner.

Art. 27. Een verpleegkundige zorgt voor de verdeling op naam van de door de behandelend geneesheer voorgeschreven geneesmiddelen. De geneesmiddelen worden op zijn verantwoordelijkheid in een aangepaste kast, achter slot, bewaard. De directeur heeft een reservesleutel van deze kast.

Art. 28. De inrichting moet het adres van de rijksgezondheidsinspecteur en van de inspectiedienst van de bevoegde administratie aan de behandelende geneesheren mededelen wanneer zij hierom verzoeken.

HOOFDSTUK IV. — *De normen die betrekking hebben op het aantal, de bekwaamheid en de moraliteit van de personen werkzaam in de inrichting*

Afdeling I. — Het aantal en de kwalificatie van het personeel

Art. 29. Zowel overdag als 's nachts moet de inrichting qua aantal en kwalificatie over voldoende personeel beschikken om de bewoners veilig te stellen, hen de nodige verzorging te bieden, en te zorgen voor het onderhoud en de zindelijkheid van de lokalen.

Er is ten minste één voltijds personeelslid per vijf bewoners.

In de inrichtingen met minder dan twintig bewoners, mag de directeur inbegrepen zijn in de personeelsnorm naar rata van het aantal uren aanwezigheid in de inrichting.

Art. 30. § 1. De inrichting moet over verzorgend personeel beschikken naar rata van 3 equivalent voltijdse functies voor dertig bewoners waaronder ten minste één verpleegkundige voor dertig zorgbehoevende bewoners.

§ 2. Onder verzorgend personeelslid verstaat men de personen die de verpleegkundige effectief bijstaan in de zorgverstrekking, de bewoners helpen voor activiteiten van het dagelijks leven, voor de vrijwaring van de zelfstandigheid en het behoud van de leef- en woonkwaliteit, in het bijzonder door te zorgen voor aangename bedrijvigheid.

§ 3. Het College bepaalt de vereiste kwalificaties van het verzorgend personeel.

Art. 31. De verpleegkundige verzorging kan gegeven worden door externe verstrekkers onder overeenkomst met de inrichting. In dat geval zijn zij inbegrepen in de vereiste personeelsnormen naar rata van het aantal aan de inrichting gefactureerde uren van verstrekking.

Art. 32. Indien zelfstandig verzorgingspersoneel door de inrichting wordt aangeworven, kan het niet voor andere taken ingezet worden, behalve bij andersluidende overeenkomst, dan die welke in aanmerking komen voor een terugbetaling van de ziekte- en invaliditeitsverzekering op grond van de geldende nomenclatuur en voor zover deze verstrekkingen individueel werden voorgeschreven.

Ieder afstand aan de inrichting door het zelfstandig personeel van een deel van de honoraria die de ziekte- en invaliditeitsverzekering wegens verleende verstrekkingen verschuldigd is, moet schriftelijk vastgesteld zijn in een overeenkomst die behoorlijk verantwoord is.

Art. 33. Onverminderd wat gesteld wordt in artikel 30, § 2, kan de inrichting, beschikken over gespecialiseerd personeel, door middel van een overeenkomst een beroep doen op externe diensten voor het aanbod van aangename bedrijvigheid.

Art. 34. Al de in deze Afdeling bepaalde minimumnormen moeten worden aangepast naargelang van de verzorgingsbehoeften van de bewoners.

Afdeling II. — De organisatie van de wachtdienst

Art. 35. 's Nachts telt de wachtdienst minstens één personeelslid per schijf van 60 bewoners. In ieder geval wordt de nachtdienst vervuld door een voltijds verzorgend personeelslid of verpleegkundige.

Wanneer de inrichting uit verschillende gebouwen bestaat, wordt de wachtdienst in elk gebouw georganiseerd.

Art. 36. In elke inrichting dient een wachtpersoneelslid minstens twee maal per nacht een ronde te doen.

Art. 37. § 1. Zowel overdag als 's nachts moet een personeelslid op elk ogenblik een oproep van de bewoner kunnen beantwoorden. De voorvallen worden in een register opgetekend, evenals het gevolg dat eraan werd gegeven.

Indien nodig waarschuwt het personeelslid van wacht onmiddellijk de persoon die het meest geschikt is om in te grijpen (geneesheer, verpleegkundige, directie, ...); die eveneens het register invult en de passende instructies optekent om de toestand te verhelpen.

§ 2. In dit register worden ook de dagelijkse opmerkingen over de bewoners opgetekend (aankomst van nieuwe bewoners, ziekenhuisopname, verandering van geneeskundige behandeling,...).

Het wordt dagelijks door de verantwoordelijke(n) van de dienst verzorging ondertekend en dagelijks medeondertekend door de directeur of de overeenkomstig artikel 46 van deze verordening aangewezen verantwoordelijke. Op het eerste blad worden de nodige telefoonnummers vermeld: directie, geneesheren van de bewoners, geneesheer met wachtdienst, verpleegkundigen, ziekenwagens, brandweer en politie.

Afdeling III. — De kwalificatie van de directeur

Art. 38. De directeur van een inrichting moet houder zijn van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, alsook van een attest van specifieke kennis voor het beheren van rusthuizen voor bejaarden.

Het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs is niet vereist indien de directeur kan aantonen dat hij ten minste tien jaar ervaring heeft in het beheer en het bestuur van een inrichting voor bejaarden.

Art. 39. De directeur is verplicht deel te nemen aan een voortgezette opleiding van ten minste twee dagen per jaar. Het programma van deze dagen moet uiterlijk één maand voordat ze worden georganiseerd aan het College ter goedkeuring worden medegedeeld. Een attest bewijst dat deze voortgezette opleiding werd gevolgd.

Art. 40. § 1. Het minimumpeil van nuttige kennis voor het beheren van een inrichting voor bejaarden, wordt als bereikt beschouwd wanneer de directeur een cyclus van vijfhonderd lessen heeft gevolgd of, voor de houders van ten minste een diploma van het hoger onderwijs van het lange type of van het korte type met volledig leerplan, een cyclus van tweehonderd vijftig lessen.

§ 2. Het College bepaalt het minimumpeil van nuttige kennis. Het College kan de directeur vrijstellen van een gedeelte van de opleiding naargelang van zijn kwalificatie.

Art. 41. De lessencyclus moet door het College worden erkend en het bewijs dat de gegadigde geslaagd is moet worden geleverd door middel van een attest, nadat zowel zijn assiduiteit als zijn kennis en bekwaamheid werden geëvalueerd.

Art. 42. § 1. Bij wijze van overgangsmaatregel dient de directeur van een erkende inrichting voor bejaarden of met een voorlopige erkenning op de datum van de inwerkingtreding van deze verordening, die ten minste vijf jaar ervaring in het beheer en het bestuur van rustoorden kan aantonen, ten einde zijn kennis bij te werken en op te frissen, een bijscholingscursus van zestig uren te volgen. De bijscholing moet worden beëindigd binnen twee jaar nadat het College het programma ervan heeft bepaald. Het College kan de directeur hiervoor een vrijstelling verlenen naar rato van het aantal reeds gevolgde uren in een Franstalig gewest.

§ 2. De bijscholing heeft niet tot gevolg dat de directeur vrijgesteld wordt van het deelnemen aan de voortgezette opleiding bepaald in artikel 39.

Afdeling IV. — Het personeel in het algemeen

Art. 43. De directie en het personeel van de inrichting zorgen voor een klimaat dat de levenskwaliteit van de bewoners ten goede komt. Zij werken mee aan de vrijwaring van hun zelfstandigheid en ontplooiing. Zij streven ernaar hen een dynamischer sociaal leven te bezorgen, hun creatief vermogen in het werk te stellen en de communicatie tussen de personen in de inrichting te verbeteren.

Art. 44. § 1. De directeur maakt een tabel op met vermelding van de kwalificatie van het personeel en de aard van de geleverde prestaties. De lijst van het personeel en het werkschema worden bijgehouden en aangeplakt in een lokaal dat ononderbroken voor het personeel toegankelijk is.

§ 2. Het ambt van directeur wordt voltijds uitgeoefend. De directeur dient ten minste 20 uur per week in de inrichting aanwezig te zijn.

Art. 45. Voor elk personeelslid, met inbegrip van de directeur, wordt een dossier samengesteld met de volgende bescheiden:

- een afschrift van de arbeidsovereenkomst of de ondernemingsovereenkomst;
- een afschrift van het diploma of van de getuigschriften van nuttige opleiding en ervaring;
- de getuigschriften van goed zedelijk gedrag;
- een jaarlijks gezondheidsattest.

Dit dossier evenals het afschrift van de R.S.Z. uittreksels worden ter beschikking gehouden van de bevoegde administratie die op elk tijdstip kan eisen dat zij worden overgelegd.

Art. 46. Voor geval hij afwezig is, wijst de directeur een personeelslid aan om het dagelijks beheer van de inrichting waar te nemen gedurende zijn afwezigheid. De naam van zijn vervanger wordt aangeplakt en ter kennis gebracht van de bewoners en de personeelsleden.

Art. 47. De erkenning kan geweigerd of ingetrokken worden wanneer, hetzij de beheerder, hetzij de directeur van de inrichting, hetzij gelijk welke persoon die effectief deelneemt aan het beheer van de inrichting, in België of in het buitenland, ingevolge een in kracht van gewijsde opgetreden gerechtelijke beslissing veroordeeld werd wegens een misdrijf genoemd in Boek II, Titel VII, Hoofdstuk V, VI en VII, Titel VIII, Hoofdstuk I, II, artikel 422bis, IV en VI en Titel IX, Hoofdstuk I en II, van het Strafwetboek, behalve indien het om een voorwaardelijke veroordeling gaat of indien betrokkene nog recht heeft op uitstel of indien de veroordeelde feiten niet gepleegd werden bij de uitoefening van een soortgelijke activiteit en dat meer dan vijf jaar zijn verlopen sedert de uitspraak van het vonnis of, in voorkomend geval, sedert de afloop van de tegen betrokkene uitgesproken straf van vrijheidsberoving.

Art. 48. Onverminderd de toepassing van artikel 11 van het decreet, indien een maatregel tot weigering of tot intrekking van de erkenning met de sluiting tot gevolg werd genomen ten aanzien van een beheerder of een directeur van een inrichting voor bejaarden, dan mag deze geen rustoord meer openen noch overnemen, noch in eigen naam, noch op naam van een derde, zonder voorafgaande schriftelijke vergunning, door het College afgegeven, na advies van de afdeling.

HOOFDSTUK V. — Normen die betrekking hebben op het gebouw

Afdeling I. — De veiligheid

Art. 49. De bepalingen van het koninklijk besluit van 12 maart 1974 tot vaststelling van de veiligheidsnormen waaraan de rustoorden voor bejaarden moeten voldoen zijn toepasselijk.

Art. 50. Een afschrift van de recente verslagen zonder opmerkingen van al de technische controles wordt regelmatig aan de bevoegde administratie overgemaakt.

Art. 51. De inrichting is verplicht een brandverzekering aan te gaan met een clause dat wordt afgezien van verhaalrecht op de bewoners. Deze verzekering dekt evenwel niet de kostbare goederen van de bewoners, zij zorgen er dan ook voor hen individueel te verzekeren.

Afdeling II. — Het onderhoud, de verwarming, de verlichting en de lift

Art. 52. De gebouwen worden regelmatig onderhouden en beschermd tegen vochtigheid of insijpelingen.

Art. 53. Ongeacht het systeem dat werd gekozen voor de verwarming van de lokalen, het mag geen vlammen, gas of stof afgeven.

Art. 54. Ongeacht de weersomstandigheden moet een temperatuur van 22° in de kamers, zitkamers en sanitaire ruimten bereikt kunnen worden en van 18° in de andere voor de bewoners toegankelijke lokalen. De lokalen moeten voortdurend voldoende verlucht worden.

Art. 55. Alle voor de bewoners toegankelijke plaatsen moeten voldoende verlicht zijn. De verlichting is aangepast aan de in de lokalen uitgeoefende activiteiten.

Art. 56. In de zitkamers en de kamers is er lichtsterkte over ten minste één zesde van de oppervlakte. De ramen zijn dusdanig aangebracht dat men, als men zit en voor zich kijkt, zonder gevaar voor ongevallen, een normaal uitzicht heeft op de omgeving buiten.

Art. 57. Indien het gebouw ten minste twee verdiepingen boven het normale evacuatie-niveau telt, moet worden voorzien in een lift of een ander mechanisch hef-middel. Deze norm geldt niet voor de inrichtingen waarvan de exploitatie vóór 1 januari 1990 een aanvang heeft genomen.

In de inrichtingen voor het eerst erkend na de inwerking-treding van deze verordening, moet een lift geplaatst indien het gebouw ten minste één verdieping boven het normaal evacuatie-niveau telt.

In die inrichtingen, dienen de liften te beantwoorden aan de toegankelijkheidsnormen voor personen met een beperkte mobiliteit.

Afdeling III. — Het oproepsysteem, de inrichting van de gangen en de traphallen

Art. 58. De zitkamers, de kamers en de W.C.'s en badkamers zijn uitgerust met een oproepsysteem dat op elk ogenblik kan ingeschakeld worden.

In de kamers kan dit systeem vanuit het bed of vanuit de zetel ingeschakeld worden. Het moet kunnen worden ingeschakeld zonder hinder voor de andere kamerbewoners.

Het oproepsysteem is technisch zodanig opgevat dat de oproepen permanent gelocaliseerd en snel beantwoord kunnen worden, zowel overdag als 's nachts.

Art. 59. De gangen en traphallen moeten voldoende breed zijn en aan beide kanten voorzien zijn van leuningen of muurleuningen.

De eerste en de laatste trede, evenals elke geïsoleerde trede, moeten een boord hebben waarvan de kleur fel afsteekt tegen de vloerbekleding.

Afdeling IV. — De sanitaire installaties

Art. 60. Voor de bewoners of de bezoekers moet voorzien worden in gescheiden degelijke en voldoende talrijke sanitaire installaties.

Art. 61. De sanitaire installaties tellen ten minste één W.C. per acht bewoners met minimum één W.C. per verdieping en één W.C. toegankelijk voor bewoners in een rolstoel. In de inrichtingen voor het eerst erkend na de inwerking-treding van deze verordening, moet elke kamer voorzien zijn van een W.C. en het gebouw moet per verdieping over ten minste één W.C. beschikken toegankelijk voor bewoners in een rolstoel.

Alle W.C.'s moeten voor de bewoners gemakkelijk toegankelijk zijn. Zij hebben rechtstreekse verluchting en zijn goed geventileerd. In elke W.C. staat een sanitaire vuilnisbak. De deuren gaan buitenwaarts open.

Art. 62. Het gebouw beschikt over ten minste één stortbad of één bad voor tien personen, aangepast aan de toestand van de bewoners, met een anti-slipbodem en leuningen. In het stortbad moet de waterstraal verstelbaar zijn.

Art. 63. Voorzorgsmaatregelen dienen getroffen opdat de watertoevoer en afvoer geen ongevallen kunnen veroorzaken. De mengkranen moeten dusdanig geregeld worden dat de bewoners zich niet kunnen verbranden.

Het afvalwater moet voortdurend en op hygiënische wijze geloosd worden.

Art. 64. In de inrichtingen die personen huisvesten die zich in een rolstoel verplaatsen, moet in geschikte wastafels worden voorzien.

Afdeling V. — De kamers en hun meubilering

Art. 65. Elke kamer heeft een nummer. De naam van de bewoners wordt aan de buitenkant van de kamer aangebracht, behalve indien zij of hun gemachtigden zich ertegen verzetten.

Art. 66. Elke individuele kamer heeft ten minste een bed, een hang- en legkast, een wastafel met warm en koud stromend drinkbaar water, een tafel, een zetel, een stoel, een nachttafel met lade, een spiegel, en een vanuit het bed bereikbaar verlichtingstoestel.

Art. 67. § 1. In de gemeenschappelijke kamers mogen maximum vier bedden staan.

De afstand tussen de bedden moet zowel in de lengte als in de breedte ten minste 0,90 m. bedragen. Bovendien moet elk bed ten minste 0,80 m. van een raam verwijderd zijn.

Het aantal bedden in gemeenschappelijke kamers wordt beperkt tot drie in de inrichtingen die de verlenging van hun erkenning aanvragen vanaf 1 januari 2000.

§ 2. In de inrichtingen en de gedeelten van de gebouwen van de bestaande inrichtingen waarvoor een stede-bouwkundige vergunning werd aangevraagd na de inwerking-treding van deze verordening, mogen de gemeen-schappelijke kamers nog slechts twee bedden tellen. De minimumafstand tussen de bedden wordt op 1,30 m. gebracht.

§ 3. De gemeenschappelijke kamers moeten beschikken over één of meer tafels met stoelen zodat alle bewoners van de kamer hun maaltijd samen kunnen gebruiken.

Door de plaatsing van beschotten tussen de bedden wordt in een minimum aan intimiteit voorzien. In de nieuw opgetrokken gebouwen is deze installatie niet verplaatsbaar.

De gemeenschappelijke kamers zijn uitgerust met voor elke bewoner ten minste : een bed, een hang- en legkast, een zetel, een nachttafel met lade en een individueel verlichtingstoestel.

De kamers zijn voorzien van ten minste één wastafel met warm en koud drinkbaar stromend water, een spiegel en een beschot tussen de wastafel en de bedden.

Het verlichtingssysteem moet kunnen worden bediend vanuit elk bed en het moet kunnen worden ingeschakeld zonder hinder voor de andere kamerbewoners.

Art. 68. De bemeubeling van de kamer is aangepast aan de toestand van de bewoner. De meubels zijn functioneel en in goede staat. Vouwbedden zijn uitgesloten.

Art. 69. In de inrichtingen met kamers met een aantal bedden, moet op elk ogenblik een individuele kamer beschikbaar zijn voor de afzondering van een bewoner; in dit geval gelden de normen voor de individuele kamers.

Afdeling VI. — Het gebouw in het algemeen

Art. 70. De inrichting moet beschikken over een zitkamer die toegankelijk is voor alle bewoners ongeacht hun graad van afhankelijkheid, en over een rokerslokaal. Bij gebrek aan van dit lokaal wordt in de zitkamer een ruimte voor rokers ingericht en voorzien van een afzuigsysteem.

De totale oppervlakte van de gemeenschapsruimten bedraagt ten minste 2 m² per erkend bed.

Art. 71. De minimum ter beschikking gestelde oppervlakte in de individuele kamers bedraagt 12 m² per persoon en 9 m² per persoon in de gemeenschappelijke kamers, eventuele sanitaire lokalen niet inbegrepen.

Art. 72. In de bestaande inrichtingen en de inrichtingen waarvoor nieuwbouw-, verbouwings- of uitbreidingsontwerpen worden goedgekeurd of worden uitgevoerd, op het tijdstip van inwerkingtreding van deze verordening, mag de netto- woonoppervlakte van de bejaarden niet kleiner zijn dan 11 m² per persoon.

Zij wordt berekend door de optelling van de netto-oppervlakten van alle kamers en zitkamers en door deze oppervlakte te delen door het aantal bewoners.

Art. 73. De inrichtingen voor het eerst erkend na de inwerkingtreding van deze verordening dienen, behoudens een door het College met redenen omklede toegekende afwijking, te beschikken over ten minste een terras of een gemeenschappelijke tuin van ten minste 10 m², ofeventueel over een veranda met zicht op bomen of een grasperk.

Art. 74. De inrichtingen en de gedeelten van de gebouwen van de bestaande inrichtingen waarvoor een stedenbouwkundige vergunning werd afgegeven na de inwerkingtreding van deze verordening, moeten beantwoorden aan de toegankelijkheidsnormen voor personen met beperkte mobiliteit.

Art. 75. Elke inrichting moet beschikken over een eenvoudig toegankelijke en aangepaste ruimte die kan dienen als sterfkamer.

HOOFDSTUK VI. — De normen met betrekking tot de boekhouding

Art. 76. De boekhouding wordt opgemaakt volgens de door het College vastgestelde regels.

Art. 77. De inrichting houdt voor elke bewoner een individuele rekening bij met een gedetailleerde opgave van ontvangsten en uitgaven evenals van de leveringen en verstrekkingen aan deze persoon. Deze individuele rekening kan op elk ogenblik door de bewoner of zijn gemachtigde worden ingekeken.

Art. 78. Een gedetailleerde maandrekening vermeldt de balans van de verschuldigde bedragen en de ontvangsten. Zij wordt samen met de bewijsstukken aan de bewoner of aan zijn gemachtigde overhandigd.

Art. 79. Alle individuele rekeningen worden in een bijzondere rekening in de globale boekhouding van de inrichting ingeschreven of vormen een eigen boekhouding.

Art. 80. De afgevaardigden van de bevoegde administratie kunnen kennis nemen zonder verplaatsing van de globale boekhouding van de inrichting en van de individuele rekeningen van de bewoners.

Indien de boekhouding door een externe boekhouder wordt bijgehouden, dient de beheerder hen de boekhouding en de individuele rekeningen voor te leggen binnen de vastgestelde termijn.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 81. Deze verordening treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 82. Het College is belast met de uitvoering van deze verordening.
Aangenomen door de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie.

Brussel, 17 december 1993.

De Voorzitter,
S. MOUREAUX

De secretarissen,
M. DUPONCELLE
D. ESCOLAR

De griffier,
J. GAILLARD